

la carte blanche**Marie Arena (PS), Kathleen Van Brempt (SP.A), Hugues Bayet (PS) et Marc Tarabella (PS)** Députés européens

Les socialistes belges voteront contre la résolution TTIP

Quatre eurodéputés socialistes rejettent le Traité transatlantique tant qu'il n'intégrera pas différentes balises, comme la suppression de l'ISDS (tribunal d'arbitrage privé), la préservation de l'intérêt général du citoyen européen, etc.

A lors que la Commission européenne va lancer son 10^e round de négociations du traité transatlantique, le Parlement européen s'apprête à voter dans quelques jours une résolution sur le TTIP.

Une résolution pour quoi faire ?

Pour le groupe socialiste européen S&D, cette résolution devait servir deux objectifs : pre-

mièrement montrer aux citoyens que le Parlement européen peut orienter les négociations dans le sens de l'intérêt général des citoyens européens et non uniquement dans l'intérêt du business, et deuxièmement donner une liste de lignes rouges que les négociateurs ne devraient pas franchir s'ils veulent un éventuel consentement du Parlement européen lors du vote final en fin de négociation, après 2017.

La position du groupe S&D est pragmatique : les échanges commerciaux et les investissements avec les Etats-Unis existent et ne cesseront d'augmenter. C'est pourquoi il faut un cadre régulateur pour assurer que ces échanges se fassent dans l'intérêt

général, notamment en garantissant le respect des droits humains et des normes sociales et environnementales. C'est la raison pour laquelle nous ne disons pas non à des négociations ni même à la conclusion d'un accord pour autant qu'il respecte des balises clairement fixées.

Ainsi nous refusons toute sorte d'ISDS, ce tribunal d'arbitrage privé qui permettrait à une entreprise de bloquer un État sous prétexte que ses bénéfices pourraient en pâtir. Les exemples de Philipp Morris attaquant l'Australie pour sa politique de lutte contre le cancer ou de Veolia contre l'Allemagne sur la sortie du nucléaire montrent l'extrême dangerosité de l'ISDS. Tout aussi

important, nous exigeons la préservation totale et sans condition des services publics d'intérêt général, et ce, indépendamment de leur mode de financement – et le respect des normes sociales et environnementales ambitieuses et contraignantes. Nous refusons la création d'organes de coopération réglementaire qui donneraient encore plus de poids aux lobbies industriels dans la conception et l'élaboration de nos normes. La préservation du principe de précaution, la diversité culturelle et la protection des données personnelles font également partie de ces balises. Enfin nous nous opposons à l'utilisation des listes négatives pour la libéralisation des ser-